

◀ À l'appel de 9 syndicats, pour la défense du service public et de ses agent-e-s ▶

Toutes et tous en grève le 22 mai !

Un an après les élections présidentielle et législatives, le gouvernement s'acharne à enfoncer toujours davantage le pays dans le carcan du libéralisme économique.

Suppressions massives d'emplois dans la fonction publique

Le gouvernement envisage la suppression de **120 000 postes de fonctionnaires**. Il compte les supprimer dans la santé, dans les services des impôts... mais aussi bien sûr dans l'éducation nationale. Après les suppressions des aides administratives dans les écoles, le nombre de postes aux concours des enseignant-e-s du premier degré chute de plus d'un tiers, et baisse pour toutes les disciplines du second degré.

Dégradation des conditions de travail

Alors que le ministère se gargarise au sujet d'une généralisation du dédoublement des classes en CP et CE1 de l'éducation prioritaire, les effectifs actuels ne le permettent déjà pas. Nos conditions de travail, qui n'ont déjà rien de brillant, seront amenées à se dégrader encore dans une période de hausse démographique. C'est dans ce contexte que le gouvernement s'apprête à essayer de dissoudre les commissions paritaires et surtout les CHSCT.

Une université du tri social

Dans les universités, personnels et étudiant-e-s dénoncent la supercherie qui consiste à faire croire qu'il y aurait « trop d'étudiant-e-s » pour légitimer le tri social fondé sur des critères obscurs avec Parcoursup. Tout-e-s les bachelier-e-s doivent pouvoir suivre la formation de leur choix.

Un gouvernement qui privatise le service public ferroviaire, qui organise la faillite des universités, détruit les hôpitaux, bref : qui s'attaque à tous les services publics, est un gouvernement qui s'en prend à tous les mécanismes de solidarité.

Un gouvernement qui s'attaque aux fonctionnaires

Nos salaires stagnent depuis plusieurs années malgré le retour de l'inflation ; pire, ils ont baissé avec les augmentations de prélèvements obligatoires comme la CSG. Les augmentations de salaires promises par le gouvernement précédent en échange d'une acceptation par certaines organisations syndicales du PPCR a été renvoyé aux calendes grecques.

La seule réponse du gouvernement à la revendication d'une augmentation générale des salaires consiste à individualiser encore davantage les rémunérations en visant à faire du « mérite » un facteur déterminant dans le cadre du plan « Action publique 2022 ».

Précarité au programme

Alors que près d'un personnel sur cinq est contractuel dans les trois fonctions publiques, cette proportion est d'un personnel sur quatre dans l'Éducation nationale, conséquence logique du refus d'ouvrir des postes au concours. Ces contrats sont bien souvent d'une durée inférieure à l'année scolaire, ce qui plonge les collègues dans la plus grande précarité.

La loi Sauvadet, qui proposait un mécanisme *a minima* et très insuffisant de résorption de la précarité par le biais de concours réservés a cessé de produire ses effets.

Il faut faire cesser ces attaques. Le 22 mai, avec nos collègues des trois fonctions publiques, faisons entendre massivement nos revendications dans la rue. Défendons un service public de qualité, nos conditions de travail, exigeons des augmentations de salaire. Remettons le progrès social au goût du jour.